Question de Mme Fabienne Winckel au ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale, sur "la lutte contre les faux associés actifs à l'aune de la problématique de la prostitution" – 4/07/2017

Fabienne Winckel (PS): Monsieur le ministre, fin 2016, à votre initiative, l'INASTI élaborait une base de données de tous les associés actifs afin de lutter contre les faux indépendants. Dans le domaine de la prostitution, cette lutte contre les faux associés actifs pourrait permettre de débusquer des proxénètes cachés et ainsi mieux protéger les prostituées. En effet, pour obtenir le statut d'indépendant, il faut pouvoir prouver certaines capacités, notamment en matière de gestion. Cette obligation tombe lorsque l'indépendant est associé dans une entreprise dont l'un des associés peut prouver ces compétences en question. Pour contourner la loi sur le proxénétisme, certains proxénètes s'inscriraient comme indépendants et imposeraient aux prostituées d'en faire de même en créant une société commune. Cela leur permet de contourner les lois sociales tout en maintenant la subordination qu'ils exercent sur les personnes prostituées. Si l'on joint cette problématique avec celle des codes NACEBEL, inexistantes pour personnes prostituées, on comprend toute la vulnérabilité de celles-ci et l'importance de travailler sur le terrain à leur défense et à leur protection. Monsieur le ministre, cette base de données de l'INASTI est-elle aujourd'hui finalisée? Dans l'affirmative, a-t-elle pu montrer ses premiers résultats? A-t-elle été confrontée à des associés actifs dans une société liée à la prostitution? Dans l'affirmative, que pouvez-vous nous dire de plus, notamment sur le suivi du ou des dossiers en question? De manière plus générale, avez-vous reçu des retours relatifs à des cas de faux indépendants pour des activités proches du monde de la prostitution? Là encore, pouvez-vous nous en dire plus?

Willy Borsus, ministre: Madame la députée, le registre des associés actifs consiste en un croisement au sein de l'INASTI des données du registre des bénéficiaires effectifs au SPF Finances et du registre des associés actifs du SPF Économie. Le croisement de ces données, qui se fera à l'INASTI, permettra d'identifier les associés actifs dont le nombre de parts sociales est inférieur à 25 % et donc d'identifier les structures sociétaires qui sont frauduleuses. Le cas-type est effectivement la multitude d'associés actifs qui ne détiennent qu'une ou deux parts. On retrouve ce phénomène dans le dumping social, avec de faux associés actifs qui sont en fait de vrais salariés, mais, comme vous le dites très justement, on peut le retrouver dans d'autres secteurs. Le croisement de ces données est de nature à permettre à nos services d'inspection de pouvoir détecter des situations problématiques. Pour des raisons informatiques et de mise en œuvre des dispositifs, les deux bases de données que je vous annonçais fin 2016 sont seulement en train d'être mises en place au sein de ces deux institutions. Toute une série d'adaptations techniques et budgétaires préalables, ainsi que des réunions techniques, ont été nécessaires à la mise en œuvre du dispositif, qui sera pleinement effectif dans les toutes prochaines semaines. Il est dès lors malheureusement trop tôt, à ce stade, pour que je puisse vous transmettre des informations concernant ce que le dispositif a permis de détecter, que ce soit en ce qui concerne des secteurs affectés par le dumping social ou que ce soit dans le domaine de la prostitution ou de l'exploitation humaine dans le contexte de la prostitution, avec l'utilisation de ces faux associés actifs pour tenter de contourner les différentes législations liées à la lutte contre la traite des êtres humains. Je dois vous demander, si vous le voulez bien, un peu de patience avant de revenir avec votre question, par exemple à l'automne. Mais votre question m'a permis d'attirer l'attention de mes services sur le fait que cet outil peut être utilisé pour identifier des situations problématiques, illégales, illicites, et d'exploitation des êtres humains, en ce compris dans le domaine de la prostitution; et d'insister aussi pour que nous fassions de la lutte contre l'utilisation de ces dispositifs une priorité, puisque cela permet de lutter contre la traite des êtres humains. Je vous remercie sincèrement pour votre question. C'est un phénomène dont, personnellement, je n'avais pas conscience avant que vous ne m'alertiez. Dès que nous aurons pu utiliser l'identification par croisement de données (data matching et data

mining), je vous suggère de revenir vers moi à l'automne pour que je puisse alors vous détailler de façon plus précise ce que nous aurons pu faire, notamment grâce à votre intervention.

Fabienne Winckel (PS): Monsieur le ministre, un grand merci pour votre réponse. Ce sont des associations de terrain qui m'ont mis la puce à l'oreille, suite à quoi je me suis permise d'attirer votre attention sur cette problématique. C'est une très bonne chose d'avoir actualisé ces registres. Je me permettrai de revenir à l'automne, comme vous me le suggérez, sur cette problématique, pour débusquer ces faux associés en lien avec la traite des êtres humains.